

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

DE BRIAND A HERRIOT

L'éternelle duperie

M. Briand estime qu'on peut avoir, étant dans l'opposition, cultiver l'idéal dans l'absolu, mais qu'une fois au Pouvoir, on peut renoncer à certaines mesures qu'on avait autrefois préconisées...

Les Journaux (compte rendu de l'intervention de M. Aristide Briand à la Chambre des Députés).

Nous le savions depuis longtemps, nous l'avions dit souvent, mais il ne nous déplaît pas d'entendre l'aveu sortir de la bouche d'un des plus célèbres parmi les politiciens : Aristide Briand.

Généralement, les politiciens protestent de leur bonne foi et de leur pureté d'intention. A les entendre, ils sont prêts à tout pour le bien de leurs électeurs. Et ce sont des Tartufe de belle envergure, sans doute, puisque d'innombrables Orgon se laissent régulièrement piper au miel de leurs promesses. Mais, voici autre chose. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vouloir rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfine et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de vitiueilles pourries ? Celui-là serait appellé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumé l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au bout. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient en confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreau de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Le « Père Peinard »

Il y a vingt-cinq années, disparut le *Père Peinard*...

Représenter la tradition du *Père Duchesne*, le *Père Peinard* résolut en 1889 d'entretenir ses lecteurs dans leur propre langage, et rédigea ses articles dans un truculent style populaire. Il se présenta d'abord comme un hebdomadaire doté de huit pages ; par la suite, en 1890, il ressembla davantage à une revue qu'à un journal, en augmentant le nombre de ses feuilles dont il réduisit le format. La partie supérieure de la première page s'orna d'un dessin figurant un cordonnier interrompant son labour pour noter ses impressions. L'exergue mentionna : *Le Père Peinard, Deux Ronds, Réflexions d'un Gnat*.

Les événements qui troubleront à l'époque notre vie sociale, les séditions militaires, les grèves, les luttes entre politiciens et clergé, le *Père Peinard* les interpréta : « ses amis, il explique le mécanisme de l'organisation industrielle, l'objet des revendications ouvrières, l'œuvre des révolutionnaires de 48 et 71. Avec un soin délicat, il relata les dernières nouvelles de la province, les menus incidents des groupements anarchistes ; sous les titres de *Saloperies d'ateliers*, *Coups de tranchet*, *Encore les enjuponnés* ! tint les ouvriers au courant des injustices qui souffraient leurs camarades, ou de la propagande réactionnaire des prêtres.

Outre le dessin liminaire, le *Père Peinard* présentait chaque semaine une lithographie originale qu'il se chargea de commenter également. *Le Trimardeur*, *Hardi les Gars ! Crevons le Sac aux Ecus*, *Le Loup et l'Agneau* parurent ainsi. Et par eux, l'artiste et le journaliste manifestèrent la misère des chemineaux, la nécessité de contraindre les riches à rendre gorge, les honneurs de la caserne, etc.

Non seulement par lui-même, mais par la formation de groupes libertaires, l'affichage de placards, la distribution de tracts, *Le Père Peinard* fomenta l'agitation. Il se mit en relations constantes avec les clubs anarchistes créés sous ses auspices. A Paris, par les groupes de la *Courtile et du Combat*, *Le Réveil anarchiste*, *L'Union libre des Ouvriers cordonniers* ; à Nantes, par le *Groupe des Insoumis* ; à Tarare, par *Les Déséchés* ; à Nîmes, Reims, Nice, Marseille, Vienne, Lyon, une propagande intense se fit sous son impulsion.

Lorsqu'éclataient scandales ou émeutes, le *Père Peinard* imprétait des affiches qu'il distribuait à ses lecteurs et abonnés. Par ce moyen, il espérait toucher plus directement le grand public et l'inciter à protester contre l'iniquité sociale.

Mais l'Etat mettant une imposition de six centimes de timbre par affiche, ce mode de propagande époussait les ressources du journal.

Alors, le *Père Peinard* publia des chants révolutionnaires, des brochures, des volumes. De la sorte, il présenta aux ouvriers des chansons telles que *Père Peinard au Populo*, ou des œuvres comme *La Ère Nouvelle*, de Louise Michel ; *l'Anarchie et la Révolution*, de Jacques Roux.

La tendance libertaire du *Père Peinard*, ses encouragements prodigues aux grévistes, son interprétation des événements politiques attirèrent l'attention de la police et de la magistrature. *Le Père Peinard* fut poursuivi pour la première fois vers la fin de décembre 1890, pour avoir complimenté le meurtrier de ce général russe, Padlewski, qui s'était vanté d'avoir contribué à envoyer en Sibérie 20.000 nihilistes. On le traduisit devant la cour d'assises de la Seine sur la prévention « d'avoir directement provoqué à commettre le crime de meurtre, l'adulte provocation non suivie d'effet, en vendant, débitant, mettant en vente et exposant dans les lieux publics, la livraison portant la date du 9 novembre, » En la personne du gérant Faugoux, on le condamna à deux ans de prison et 3.000 francs d'amende.

Ce malheur ne l'abattit pas. A peine le jugement prononcé, il partit d'un plus bel essor. Il agrandit son format, se rendit ainsi extérieurement semblable aux autres organes de la presse, haussa son tirage jusqu'à 10.000 exemplaires, produisit tracts, affiches, chansons, comblant les déficits financiers par les bénéfices réalisés par *Le Théâtre Populaire de la Villette* qu'il monta.

Bien que collaborateurs artistiques et littéraires furent en nombre au *Père Peinard*, toujours, durant son existence, ce journal garda l'anonymat de ses articles. *La Révolte*, et précédemment *Le Révolté*, agirent de même pour conserver intactes l'unité et l'intégrité de l'œuvre entreprise. Par la suite, on connaît néanmoins les noms des principaux rédacteurs et la partie respective qui leur revint à la rédaction. Il en fut différemment au *Père Peinard*, où la personnalité des écrivains s'effaça devant celle du journal. Un nom jusqu'au seul, celui de *Pouget*, créateur, parain de l'œuvre !

Les événements politiques de 1894 influencèrent le *Père Peinard*. Ses collaborateurs se virent inquiétés ; on perquisitionna dans leurs bureaux et par des moyens détournés la police brisa la vie financière de l'hebdomadaire qui dut disparaître. On le crut mort !

Il ne succomba pas. De même qu'au *Révolté* succéda le *Révolté*, et qu'après le *Révolté* vinrent les *Temps nouveaux*, la *Sociale* remplaça en 1895 le vieux *Père Peinard*. On aperçut dans la salle de rédaction du nouvel organe les anciens collaborateurs de jadis, appliquant le même programme et usant du même procédé. La librairie rouvrit ses portes et publia les œuvres de L. Michel, Pelloutier ou Kropotkin ; de nouveau, les murs de Paris se couvrirent d'affiches signées du *Père Peinard* ou de la *Sociale* et invitant la population ouvrière à résister aux exigences patronales. Les peintres amis, Luce, Signac, Constantin Meunier, contribuèrent encore à propager l'anarchisme par l'image. *La Sociale* prit vite une place prépondérante dans la presse libertaire, convaincant les prolétaires à se grouper syndicalement pour la défense de leurs intérêts. Elle vécut de 1895 à 1896, faisant paraître 76 numéros. En 1897, ses rédacteurs décidèrent de reprendre l'ancien titre. Et le *Père Peinard*, plus virulent que jamais, se présenta ouvertement au public, prêt à lutter avec ardeur contre la magistrature, le clergé, la police.

Le Père Peinard ne vécut que du produit de ses abonnements, de ses fêtes ou des souscriptions. Qu'on nous permette de publier quelques extraits des listes de souscription :

« Un socialiste qui voudrait couper le cou aux capitalistes, 0 fr. 50 ; Une bécquée de bons frères d'Agen, 3 fr. ; Saladiynamite, ensuite comme asservis au capital guerrier ?

0 fr. 10. Un jeune ardent de voir la Sociale, 0 fr. 65. »

On voit combien le cœur des lecteurs battit à l'unisson du sien ; on peut se rendre compte combien modique fut chaque versement. Et lorsqu'on songe que ces miséables dons, que ces sous épargnés pour soutenir l'œuvre commune parvinrent à former des milliers de francs, et que ces privations, ces combats durèrent plus de dix ans, on se sent rempli d'admiration devant l'énergie et la persévérance des collaborateurs et le zèle des lecteurs d'un tel journal.

Cette conviction profonde, cette foi ardent en la tâche sociale entreprise qui cause la puissance de notre presse et permet à des journaux comme *les Temps nouveaux* ou *le Libertaire* de lutter sans relâche pour la réorganisation économique et l'éducation de classe, malgré les tracasseries de la police ou les soucis financiers nous démontrent, mieux qu'un quelconque discours, que, selon le mot de Kropotkin, ce qui fait la force d'un journal, ce ne sont pas les ressources pécuniaires, mais la ténacité des hommes qui concourent à son existence.

Pensons-y !

A. DAUPHIN-MEUNIER.

La mort d'un héros

C'est par ce titre que j'appris la mort de Simon dit Rick dans le « *Libertaire* ».

Qu'il me soit donc permis ici de rappeler quelques passages de la vie de ce brave — quelque Brotchoux soit mieux placé que moi pour la faire, l'ayant plus connu — et qui pourrait servir d'exemple à beaucoup de jeunes militants.

D'abord, c'est en 1906, le 10 mars au matin, se chaînant avec les ingénieurs de la Compagnie de Courrières pour empêcher la descente des mineurs, présentant l'effroyable catastrophe, descendante qui s'effectua malgré ses vives protestations, on sait le reste. L'inévitable arriva, son dévouement n'est pas de limite pour tenter d'arracher ses camarades des entrailles de la terre, victimes des ogres de la mine. Puis, après, et pour le récompenser de son dévouement, vient le sinistre Clemenceau lui offrir la Légion d'Honneur. Oh ! stupéfaction, Simon refuse, ne voulant pas être classé parmi les voleurs et les assassins, remercie Clemenceau d'avoir à porter sa décoration au fameux Jalonot de triste mémoire et, sur l'instance du ministre pour le faire accepter, il lui déclara formellement qu'il la mettrait plus tard à la queue de son chien.

Puis, plus tard, vinrent les manifestations contre la vie chère, là encore, il se montra à la hauteur de la situation. Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantils et le tour était joué.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel march

A travers le Monde

ALLEMAGNE

L'OCCUPATION DE LA ZONE DE COLOGNE

Le Dr Stresenam, ministre des Affaires étrangères a remis hier à Lord d'Abenon, doyen des ambassadeurs alliés à Berlin, la réponse du gouvernement du Reich à la note remise par les alliés le 26 janvier.

Le ministre allemand proteste à nouveau contre la présentation des alliés de ne pas évacuer la zone de Cologne, alors que l'occupation devait prendre fin le 10 janvier 1925.

Toutes les conditions préalables, ont été respectées par les Allemands et le Dr Stresenam espère que les Alliés voudront bien lui donner les raisons pour lesquelles ils prolongent pour un temps indéterminé la situation présente.

UNE IMPOSANTE MANIFESTATION CONTRE LE CABINET LUTHER

Un meeting monstrueux organisé par la social-démocratie contre le cabinet Luther, a eu lieu hier soir au Palais des Sports où plus de 15.000 personnes s'étaient réunies.

Le président de l'assemblée, le député Kunstler, a déclaré que la formation du cabinet Luther constituait une provocation envers le prolétariat allemand, provocation à laquelle le prolétariat répondra par une déclaration de guerre.

Le Doebbe, président du Reichstag a fait ensuite un résumé de la situation politique intérieure allemande depuis la signature de la paix.

Les nationalistes, a-t-il dit, après s'être débarrassé par l'assassinat d'Erzberger et de Rethenau, ont successivement entamé des campagnes contre tous les ministres républicains.

Si la classe ouvrière allemande n'y veille pas, ils ne tarderont pas à rétablir leur domination sur l'Allemagne comme à la veille de la guerre.

UNE BAGARRE

La séance se poursuit par l'audition d'Hermann Müller, mais celui-ci doit s'interrompre, les communistes en venant aux mains avec les social-démocrates. Plusieurs personnes sont assez sérieusement contusionnées et la police doit intervenir.

ANGLETERRE

LE CHOMAGE EN GRANDE-BRETAGNE

Londres, 27 janvier. — Le ministère du travail annonce qu'à la date du 19 janvier le nombre des chômeurs inscrits sur les registres des sans-travail était de 1.268.700, soit 10.154 de moins que la semaine précédente, mais 17.878 de plus qu'au 19 janvier 1924.

LA GREVE DES PALAIS

La grève soudaine déclenchée hier matin par environ un millier d'ouvriers électriques, mécaniciens, chauffeurs, préposés aux ascenseurs de l'« Office des travaux publics », menacé de prendre de l'extension.

Cette « Office des travaux publics » est un département ministériel chargé de l'entretien des palais et édifices gouvernementaux, de la Chambre des Communes, de la Chambre des lords, des ministères, du Palais de justice, des musées et de deux ou trois hôpitaux.

Cette grève a été proclamée pour protester contre le fait qu'un électricien engagé par la direction de l'Office avait refusé de se syndiquer. A l'heure actuelle, la plupart des ascenseurs des ministères ont cessé de fonctionner. Au Palais de Justice, le chauffage central est complètement interrompu. Des mesures spéciales ont été prises pour assurer le chauffage du palais de Buckingham.

Le gouvernement, observant en cela les précédents, s'abstiendra de prendre part à un conflit entre syndiqués et non syndiqués. Il conseillera simplement aux leaders grévistes de soumettre le cas à la cour d'enquête industrielle. On déclare cependant que si la grève se prolonge tous les grévistes — qui sont fonctionnaires — seront déclarés démissionnaires et remplacés.

La grève pourrait prendre une grande extension, car le syndicat des électriciens a déjà assuré qu'un cas de besoin il soutiendrait, par tous les moyens, ceux de ses membres qui sont engagés par l'Office des travaux publics.

AUSTRALIE

FIN DE LA GREVE DES DOCKERS

Melbourne, 27 janvier. — Le conflit entre dockers et armateurs, qui avait éclaté à plusieurs semaines, à la suite de priviléges consentis aux dockers anciens combattants, et qui avait provoqué de graves débordements, s'est terminé aujourd'hui, les grévistes ayant accepté de reprendre le travail.

BELGIQUE

L'OUVRIER AVAIT RAISON

Le sénateur Renier, président du syndicat national des cheminots avait intenté un procès en dommages et intérêts à un employé des chemins de fer qui a publié une brochure dans laquelle il écrit que les fonctions de président du syndicat sont une source de gros profits.

M. Renier, ayant reconnu qu'il touche un traitement de 21.900 francs, des indemnités de déplacements atteignant 10.000 francs, qu'il jout en outre d'un logement gratuit, sans tenir compte de son indemnité séniatoriale, — le tribunal a déclaré les conclusions du demandeur non fondées.

ITALIE

DES FISSURES DANS L'OPPOSITION

On commente vivement dans tous les milieux politiques le fait que le groupe populaire (catholique), tout en affirmant sa solidarité, avec les autres fractions parlementaires composant l'opposition dite « de l'Aventin », a éprouvé le besoin de garder l'initiative quant à l'établissement de son propre programme.

Maximalistes et républicains vont se réunir pour examiner la situation résultant de cette décision de l'important groupe catholique, mais d'ores et déjà, la solidarité des partis de l'« Aventin » est ébranlée, et de l'avis général, une première brèche s'est produite sur le front des groupes d'opposition.

LEURS DIVIDENDES

Avenue de la République, à Bagnolet, un tramway fuitur un camion-automobile conduit par M. Emile Tazi. Le wattman Joseph Feuillet, 9, rue Beaumarchais, est grièvement blessé.

Un ouvrier carrier, Pierre Dumay, démeurant à Sannois, est tombé d'une hauteur de quinze mètres au fond d'une carrière, et s'est tué sur le coup.

En repartant une chaudière dans une usine d'électricité, 1, avenue d'Argenteuil, à Gennemilliers, M. Jules Henry, 12, rue du Château, à Saint-Ouen, tombe d'une hauteur de trois mètres. Le crâne fracturé, le blessé est admis à l'hôpital Beaujon.

Le cadavre de M. Hervé, 39 ans, marin pêcheur à Tréboul, disparu depuis le 5 janvier, est retrouvé flottant sur l'Orne, à Quimper.

Entre Barges et Jussey (Haute-Saône), un canotier, M. Joseph Migeon, 49 ans, est tué par un train.

A Arudy (Basses-Pyrénées), M. Frédéric Laborde, 35 ans, de Pau, vagonnier à la Compagnie du Midi, a été écrasé par un train.

M. Adrien Doudoux, employé de chemin de fer, demeurant à Amiens, est écrasé par un train, en gare de Saluz.

Une conduite de vapeur a explosé dans la chambre des machines de la minoterie Laraison, à Borne, alors que trois ouvriers procédaient au décrassage d'une chaudière. Le déplacement d'air fut si violent que la porte extérieure se referma, retenant les trois ouvriers dans la chambre des machines.

Un d'eux, nommé Ferré, âgé de 30 ans, fut atrocement brûlé sur tout le corps, son état est désespéré. Les deux autres portent des brûlures aux mains et au visage.

Pour soutenir votre "Libertaire" Amis lecteurs abonnez-vous!

Chez les faiseurs de lois

TOUJOURS LE VATICAN

La Chambre a repris, ce matin, le débat sur le budget des Affaires étrangères. Paul Simoni continue son discours commencé hier après-midi. Il essaie de démontrer que la suppression de l'ambassade risquerait d'affaiblir l'opinion des masses catholiques dans le monde.

Où donc la théorie des masses va-t-elle se nicher ? On croyait qu'elle était l'apanage du seul parti communiste.

Il s'égosille, il crie, il parle en jésuite d'une politique d'apaisement et de réconciliation, et il exalte la paix religieuse comme si des mitrailleuses menaçaient les curés.

Ybarnegaray se fait remarquer, une fois de plus, en parlant d'un corbeau qu'on aurait décoré pendant la guerre et embêté pendant la paix.

Herriot dit qu'il ignore ce fait. Paul Simoni revient et nie qu'il y ait un péril clérical.

Les clercs de la Chambre lui font un maigre petit succès d'estime.

Alors, l'abbé Bergé, que Pierre Bertrand, par antiphrase, appelle un « mauvais Bergé », du pays de Mandel, monte à la tribune.

Il n'est ni chèvre, ni chou, et lance à Briand un de ces coups d'encensoir comme seul peut le faire un ensouillé consciencieux.

Il veut être conciliant, mais, en somme, à travers ses paroles, apparaît le sectaire qui se révèle par un accent de domination très évident.

La séance de l'après-midi s'ouvre à quinze heures.

Bergé fait comme le nègre de Mac-Mahon, il continue.

Il devient didactique, et il tente des digressions aux phrases lourdes qu'il assène sur une chambre endormie et quelque peu lasse.

Cet abbé aux gestes de dominicain évoquant les flammes d'un enfer inexistant, finit par se perdre au fond de son discours, et il nage parfois lamentablement, dans un effort physique qui l'empourpre.

Il cite Hessey, l'International, le « Journal du Peuple ». Une vraie revue de la presse telle que celle de la quatrième page de l'« Action Française » ou de la deuxième de « Paris-Midi ».

Désiré Ferry, Bouglé et tutti quanti ont les honneurs de ses citations.

Enfin, il termine par un éloge d'Herriot au point de vue de son amabilité privée, de son affabilité, d'un tas de qualités qu'il lui trouve subtilement.

La séance se termine par un discours de Charles Spinasse dont il faut, pour notre gouvernement, et toutes réserves faites, noter ceci :

« Je voudrais rechercher, dans un examen rapide de la situation économique de la Russie, les effets de la politique bolcheviste et dresser le bilan de sa faillite, le bilan qu'il faut connaître si nous voulons apporter au peuple russe le secours immédiat que nous lui devons, ne fût-ce que pour lui rendre un peu de ce qu'il nous a donné en sacrifiant trois siècles de son histoire, à protéger l'Europe des invasions orientales.

« La révolution russe restera dans l'histoire une révolution payssane née du désir de posséder l'outil et la terre.

« De même que le paysan français n'a pas voulu admettre que les nobles gardaient des priviléges que leurs services ne justifiaient plus, les moujiks s'étaient transformés en l'oukase libérateur de Catherine II, que les grands propriétaires avaient empêché de parvenir jusqu'à eux et le coq d'or, le feu vengeur, se promenait souvent dans les biens de ces propriétaires. Le désir de la terre suscitait pillages et jacqueries.

Les bolchevistes ont assouvi ce désir brutallement, sans ménagement technique, pour assurer leur dictature. Les paysans se sont jetés sur les terres les plus voisines, au cri lancé par Lénine : « Pillez ! »

« Les résultats ? La surface ensemencée n'est plus que de 80 % par rapport à l'avant-guerre et la production de 65 %. Les causes de cette déchéance apparaissent clairement. C'est la nature même de la partie anarchique qui a abouti à un horreur morcellement et à l'instabilité.

« C'est la diminution du cheptel, réduit de 40 %. C'est la disparition presque complète de l'outillage, dont la consommation n'atteint pas 15 % de celle d'avant-guerre. C'est surtout le retour au marché local, à l'économie des siècles passés, à l'économie primitive n'équilibré des échanges se fait pas le bas.

« On ne produit plus pour vendre, mais pour acheter. Or, le paysan russe ne trouve rien à acheter. Or, le paysan russe ne trouve rien à acheter : pas d'outillage, pas d'engrais, aucun objet manufacturé.

Le plancher s'effondre soudain sous M. Herlit, 149, Grande-Rue, à Saint-Maurice, qui se rasa. Il tombe chez une voisine, Mme Witram, qui s'évanouit.

Personne, heureusement, n'est blessé.

Il reste donc chez lui, travaillant pour lui-même et pour le petit artisan voisin. Il réduit les cultures industrielles ; il réduit même le blé qu'on lui arrache parfois à un prix de famine : la Russie en importera en 1925.

« Que se passe-t-il dans ces villages au fond des steppes ? On assiste à une réaccumulation progressive de la propriété. L'usure brutale reparait. L'affermage et la prolétarisation se développent.

« Une classe de paysans riches, avides, grossiers se constitue rapidement et recherchera, demain, la prépondérance politique.

« Les symptômes de crise profonde se manifestent : refus de l'impôt, assassinats, élections anticomunistes. On sent grandir ce désir de consolidation qui fait les 18 Brumaire et les 2 Décembre, et le mépris des villes infécondes.

« On se demande si les paysans ne sont pas près à acclamer le nouvel Horthy qui se dressera contre le prolétariat ouvrier.

« Comment se fait-il que l'état industriel de la Russie, jadis plein de promesses, soit dans une telle décadence ? Dans un rapport du 25 janvier 1921, M. Rykoff disait lui-même que la vie économique de la Russie des Soviets ne représentait pas le tiers de ce qui faisait vivre la Russie en temps de paix et qu'elle subsistait sur ses réserves, mais que ces ressources s'épuisaient.

La discussion est ensuite renvoyée à demain et la séance est levée.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

En peu de lignes...

Un grave incendie à Pantin

Un très violent incendie a éclaté, l'autre nuit, à Pantin, dans un atelier de carrosserie, sisé 13, rue Auger. Le feu gagna les écuries d'une fabrique de porcelaine contiguë, dans laquelle six chevaux furent carbonisés.

C'est vers 3 h. 30 que des agents aperçurent une colonne de fumée s'échappant de la toiture des ateliers, vastes bâtiments en bois de 100 mètres de long sur 50 de large.

Bientôt, ayant que les pompiers soient arrivés, l'établissement n'était plus qu'un vaste brasier.

Un incident ridicule, qui marque bien la sécherie administrative : les pompiers de Paris appellés durent attendre un quart d'heure à la barrière l'autorisation de franchir les fortifications, autorisation qui devait être donnée par M. Martz, commissaire de police de Pantin.

Pendant ce temps-là, ça flambe...

On dut se contenter de protéger les immeubles voisins.

Il n'y eut, heureusement, aucun accident de personne. Les dégâts s'élèvent à un million. On attribue le sinistre à la combustion spontanée de vernis à base d'alcool.

On se demande s'il s'agit d'un crime, d'un suicide ou d'un accident.

Un sauveteur

Melun, 27 janvier. — M. Thomas, éclusier, se porte au secours de M. Henri Diélemane, 55 ans, aveugle, venu de tomber dans le fleuve. Il réussit à le sauver.

Accident d'auto

Bourg, 27 janvier. — Sur la route, à Artemare, par suite du verglas, une remorque chargée de bois se jette sur un camion-automobile. Le camion-automobile disparaît dans une rivière, à Amezin, le corps de l'éclusier, 52 ans, disparu de son domicile depuis samedi dernier, qui portait à la tête deux larges blessures semblant avoir été faites avec un instrument contondant.

L'enquête ouverte permet d'établir qu'au moins Pouilly avait eu, samedi soir, une violente discussion, dans un cabaret, avec un de ses compagnons de travail qui affirme l'avoir quitté à 21 heures.

On se demande s'il s'agit d'un crime, d'un suicide ou d'un accident.

Une locomotive en feu

L'autre soir, la locomotive d'une rame de wagons a pris feu, gare Saint-Michel. Les pompiers ne furent maîtres du sinistre qu'après deux heures d'efforts.

PARIS ET BANLIEUE

Surpris cambriolant une usine, 70, rue Mollière, à Ivry, et arrêté, Jean Pouilly se tue sous une auto pour se tuer. Mais l'auto est confisquée à peine.

A Chèvreville, un ivrogne, le Belge Van Eenco, 52 ans,

L'Action et la Pensée des Travailleurs

FÉDÉRATION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE
DU BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS

Déclaration aux travailleurs du Bâtiment

Pour la deuxième fois depuis 1907, date de son Unité, la Fédération du Bâtiment vient de subir une nouvelle scission. Une première fois (décembre 1921), les Réformistes battus par les Révolutionnaires, se séparent et fondèrent une Fédération du Bâtiment confédérée. Une deuxième fois (décembre 1924), la C.G.T.U., vassale du Parti Communiste, n'ayant pu s'empêcher de la vieille Fédération syndicaliste révolutionnaire, organisait un Congrès dissident du Bâtiment, et dans un but dit d'Unité, créait une troisième Fédération du Bâtiment politique.

Devant cette division ouvrière (que les transfuges osent appeler l'unité) le Patronat et le Capital ont encore de beaux jours à vivre. Si les partisans du P.C. enregistrent la présence de 176 organisations dissidentes au soi-disant Congrès, le bluff est trop formidable pour que nous ne mettions pas en garde les gars du Bâtiment, et nous mettons au défi les responsables de publier la liste des syndicats fantômes, squelettiques et mortis-nés ayant plus d'un an de présence à la Fédération, conformément à l'article 7 des statuts fédéraux. ET OU SONT DONC LES 3/5 DES SYNDICATS REPRÉSENTÉS ? Les travailleurs du Bâtiment ne seront pas dupes de ces diviseurs du mouvement ouvrier.

Mais revenons un peu en arrière. Quand la C.G.T.U. fut constituée, la Charte d'Amiens lui servit de base. Toute politique était impitoyablement bannie de ses syndicats.

Mais depuis les événements ont marché, l'Internationale Syndicale Rouge et la C.G.T.U. sont devenues vassales du Parti Communiste. Aux Congrès confédérés de Saint-Étienne et Bourges (1922 et 23), la Charte d'Amiens fut subordonnée, brisée, violée ; la politique travaillait dans l'ombre pour s'emparer des syndicats ; elle y a réussi en partie ; mais la Fédération du Bâtiment s'est insurgée contre cette ingérence ; elle n'a pas voulu laisser ravir son indépendance, elle a voulu sauver le Syndicalisme en danger.

Devant elle tout fut mis en œuvre pour s'en emparer ou la détruire, c'était le mot d'ordre : guerre sourde et lâche, fusillade du 11 janvier, sabotage des réunions et du Travailleur du Bâtiment, épithètes de contre-révolutionnaires, petits-bourgeois, aventureurs, adressées à ses militaires ; introduction dans les organismes syndicaux des Commissions syndicales ; Monmousseau prenait la responsabilité de couvrir la dictature du gouvernement russe ; puis la reconnaissance à l'Union des Syndicats de la Seine (après les avoir répudiés) des scissionnistes du Bâtiment et agents de Moscou : Teulade, Nicolas, Claverie, Vésine, Dessay et autres, et tout cela au nom de la C.G.T.U.

Puis enfin, passant par dessus la tête de la Fédération, cette même C.G.T.U., violant nos statuts, organise le Congrès des dissidents, et dans ce fameux Congrès, le scissionniste Teulade a déclaré QUE MAINTENANT IL ALLAIT FALLOIR EMPLOYER TOUS LES MOYENS POUR DEMOLIR LA VIEILLE FEDERATION.

Devant toutes ces trahisons, la Fédération du Bâtiment n'hésite pas, et le 1er janvier, elle prit son autonomie fédérale.

Et maintenant, débarrassée des politiciens, la vieille Fédération continue. De toutes ses forces elle se dresse contre les réactions, contre le fascisme assassin. Elle proteste contre l'expulsion des militants étrangers. Elle travaille avec ardeur pour l'augmentation des salaires, pour la diminution des heures de travail, pour la suppression du marchandage et du tâcheronat, pour le regroupement syndical. Ses syndicats syndicalistes doivent œuvrer pour l'émancipation intégrale des travailleurs.

A nos syndicats, à nos syndiqués, aux travailleurs du Bâtiment, il était nécessaire de faire cette déclaration. La Fédération du Bâtiment sera à la hauteur de sa tâche et continuera à porter au plus haut point par l'éducation corporative et sociale, l'idéal du Syndicalisme Révolutionnaire.

Travailleurs du Bâtiment, SERREZ LES RANGS, GROUPEZ VOS SYNDICATS, RECONSTITUEZ-LES LA OU ILS ONT DISPARU, et VIVE LA VIEILLE FEDERATION SYNDICALISTE !

Le Bureau Fédéral
et la Commission Exécutive.

A l'Union des Syndicats unitaires de la Seine

Les bannières et les étendards qui ornent la tribune, ne suffisent pas à dissiper l'atmosphère de défiance et de gêne qui semblait planer sur le dernier congrès de l'U.D.U.

Une curieuse impression s'en dégage, c'est que les communistes semblent quelque peu surpris et anxieux de leur triomphe. Ont-ils l'intuition que ce succès ne sera pas de courte durée ?

Ont-ils la notion exacte de l'œuvre nefaste qu'ils viennent d'accomplir, au cours de cette année ?

Se rendront-ils compte qu'ils ont été un peu fort, et que le résultat a dépassé de beaucoup leurs espérances ? Peut-être !

Toujours est-il que malgré les pointes sauvages de Raynaud, les invitations réitérées du président Vadebart « qui n'a certainement jamais vu cela, lorsqu'il était secrétaire » malgré les attaques timides de certains délégués, aucune critique à fond n'a été faite.

Ce sera pour une autre fois. Quelques militants et non des moindres, ont déjà donné de la voix, et il est fort probable qu'à l'avenir, à mesure que les appétits et les visées du P.C., s'étalement au grand jour, d'autres se cabreront et créeront, espérant-le, un retrait qui ne peut être que profitable au syndicalisme.

La première session du Congrès de fu-

sion de la Seine et S.-et-O. a été un jalon de posé sur la constitution d'un labour-party français.

A présent, plus d'équivoque possible ; la subordination du syndicalisme au parti communiste, est avouée officiellement par ses représentants les plus directs.

Monmousseau a renouvelé et précisé ses propos de Bourges.

Pendant une heure passée, ce représentant du gouvernement russe a fait à la tribune du Congrès, le procès du bloc des gauches, pas un mot, pas une phrase ayant trait au syndicalisme.

Il dénonce l'alliance du bloc anarcho-réformiste et bourgeois contre le P.C. Il y voit là la manifestation certaine du fascisme, tout ce qui n'est pas du parti ou de la C.G.T.U. est fascisme. Tous ceux qui ne veulent pas payer des cotisations d'une façon officielle ou détournée, à la seule et grande organisation révolutionnaire, font bloc avec les ligues. Mais malgré tout, il clame sa volonté d'unité. Il est absolument impossible de tirer quelqu'un chose de clair de ce monument d'illogisme et de jésuitisme. Après quelques interventions confuses de camarades qui n'osent pas encore attaquer de front la tactique des orthodoxes, la deuxième session est fixée à dimanche prochain.

Esperons que ce jour-là les positions se seront affermées et que naîtra un nouvel état de fait et d'esprit, pour mettre un terme aux agissements néfastes des destructeurs du syndicalisme. DE GROOTE

Grifferies...

Le haut-parleur unitaire.

A la C.E. de l'U.D.U. du 8 décembre 1924, une importante décision fut prise. Il fut décidé d'acheter un haut-parleur afin de faire entendre la bonne parole. Ce serait le discours obligatoire à tous, même aux masses inconscientes et inorganisées.

Il y eut un essai malheureux. Le citoyen Rabaté expliqua lumineusement dans le merveilleux appareil les dangers du plan Dawes. Au bout d'un quart d'heure les trois-quarts des fidèles étaient endormis. Après une demi-heure, les plus résistants du dernier quart avaient de la névralgie et de l'hébététement.

Cela causa un grand inconveniend. Le quorum ne put être atteint pour voter les élections de fidélité au Kremlin. Rabaté fut prié d'aller exercer ses talents sur la C.G.T.U. et chez les autonomes.

Néanmoins, le haut-parleur subsistera. Il sera relié directement par la T.S.F. au poste de Tsarkoïe et transmettra automatiquement les mots d'ordre de Moscou.

On dit même que l'emploi en sera généralisé. Certains vasouillards seront remplacés par des « moscophones ». Il en résultera une économie pour le gouvernement russe et un avantage pour les auditeurs français. Les mots d'ordre seront uniformes afin de réaliser une dévote unité chez les Beni-Oui-Oui.

Haro sur le bauet !

Dernièrement, un syndicat textile de la région lyonnaise quittait la C.G.T.U. pour se réfugier provisoirement dans l'autonomie.

Cela fit du bruit dans le patelin à tel point que la cellule du P.C. apposa une affiche pour vouer les mécénats aux ennemis bolchevistes. Le syndicat répliqua par une autre affiche... très lutte de classe.

Les patrons, les politiciens, même ceux du P.C., les soudards, les ratichons, tout était passé en revue.

Le dimanche d'après, le curé montait en chaire et appela la colère de Jéhovah contre ce damné syndicat qui avait outragé les serviteurs de Dieu en les traitant de parasites et d'êtres nuisibles.

Parmi les paroissiennes, se trouvait la citoyenne A. T., la femme négligée d'un militant ortho qui veut éduquer la masse. Béni chez elle, elle dit à son mari : « Le curé n'était pas content. Il n'a fait qu'attraper un nouveau saint qui est donné. C'est le fameux Saint-Dicat. J'ai fait le tour de la chapelle par curiosité, pour voir le coupable. J'ai bien vu Saint-Pierre, Saint-Paul et d'autres, je n'ai pu voir Saint-Dicat. Sans doute, M. le curé l'a mis en pénitence ».

— Et nous, nous l'avons mis à l'index. répondit le farouche moscouitaire.

Pauvre syndicat ! Il faut qu'il ait la peau dure pour résister aux assauts simultanés des jésuites rouges et noirs.

Service, service !

Le camarade Bouchez, ancien budgétovier des Métaux, est occupé comme portier chez le camarade Krassine, ambassadeur bolchevique.

Il remplit ce poste... de confiance avec sévérité, comme le ferait un pandore rétraté.

L'autre matin, un monsieur bien mis, décore, descendit d'une limousine, et franchit d'un pas assuré l'hus de l'ambassade de soviétique.

— Je voudrais voir Monsieur Krassine, dit-il au pique-piste rouge.

— Il n'y a pas de « monsieur », ici, répliqua le cerbère écarlate. Il n'y a que des camarades et il repoussa dans la rue ce bourgeois mal appris.

Un secrétaire diplomatique, le camarade Tartaroff passait en ce moment. Le décor lui exposa son affaire, et tous les deux s'engouffrèrent dans la cour ornée de la faucale et du manteau, au grand acharnement du camarade Bouchez, qui n'osait plus rien dire.

Cinq minutes après, le camarade Krassine s'aménait en personne. Furieux, il apostrophia ainsi le camarade Bouchez : « Je commence à en avoir assez de tes bêtises. Tu feras du « camarade » avec des idiots comme toi, mais pas avec des fourneurs de la Russie ! »

Le décoré était le représentant de la grande firme Peugeot, laquelle vient de prendre un marché important avec le gouvernement du prolétariat.

Depuis ce jour-là, Bouchez a supprimé « camarade » de son répertoire. Il faut le voir distribuer du « monsieur » à des prolétaires authentiques comme le bougnat qui apporte le charbon, le blanchisseur qui vient chercher le linge sale, le filé qui fait la liaison entre le ministère bourgeois et la chancellerie prolétarienne.

La première session du Congrès de fu-

Aux camarades du Conseil syndical des Scieurs de Pierre tendre

C'est le cœur ulcéré que je fais cette courte déclaration. Vous n'ignorez pas la campagne menée contre moi et les injures qui m'ont été décochées durant ce dernier mois.

A part quelques amis personnels qui m'ont apporté leur témoignage de camaraderie et de sympathie, certains camarades m'ont laissé insultes et calomnies.

Cependant, en tant que l'un des fondateurs du Syndicat, j'ai dû depuis des années subir la rancœur et l'index des patrons ; j'étais en droit de compter sur la solidarité morale de mes corporants.

Je ne regrette aucunement d'avoir fait œuvre de militant et d'apporter tous mes efforts pour développer le syndicalisme. Cette propagande, je suis décidé à la continuer inlassablement et vigoureusement.

Aujourd'hui le syndicalisme subit une crise telle que les politiciens de toutes époques se ruent sur lui pour l'étrangler ou le domestiquer.

Tout en tenant compte de ces contingences, je ne puis accepter d'être à la merci d'ordres émanant d'éléments extérieurs au syndicalisme, ou de gens qui ni le loin ni de près n'ont de rapports avec lui.

Je dégage donc ma responsabilité des quarante-six copains qui ont affirmé leur attachement à la C.G.T.U. truchement et filiale du Parti Communiste agissant pour le propre compte de l'I.S.R. de Moscou.

Cette responsabilité que prennent quarante-six hommes sur cent vingt-six inscrits, je ne puis l'accepter, et j'aurai pour devoir de poser la question nettement et précisément aux quatre-vingt autres.

En acceptant de quitter la vieille Fédération du Bâtiment qui vous a toujours soutenus pécuniairement et moralement, ce serait la négation du syndicalisme purement et simplement révolutionnaire ; je ne puis compromettre mon passé de militent de cette façon sans passer aux yeux de mes amis de vingt ans de lutte, pour un renégat.

Encore une fois je vous mets en garde contre l'entreprise politique du P.C. sur la C.G.T.U., en vous disant que la politique n'a jamais fait que diviser les travailleurs au lieu que le syndicalisme les fait se réunir. Je suis obligé de ne pas m'associer à votre nouvelle orientation que je trouve néfaste.

Aujourd'hui encore je déclare que quelques que soient la forme et la composition d'un gouvernement, le véritable syndicalisme lutte de classe se doit de combattre ce dit gouvernement, le syndicalisme devant œuvrer pour la disparition du salariat, doit avoir pour devise « Ni dieux, ni maîtres », et ses efforts doivent se concentrer pour avoir la gestion et le contrôle des moyens de production et d'échanges.

J'enregistre donc votre séparation, pour moi, j'inviterai mes amis à continuer le vieux syndicalisme.

A la politique et les politiciens ! Vivent le vieux Syndicat et la vieille Fédération !

Dans le S.U.B.

Aux Paveurs et aides et parties similaires. Section technique du S.U.B. — Camarades !

Voici bientôt la fin des mauvais jours, car le temps passe vite. Qu'allons-nous faire ? Resterons-nous aussi inactifs que l'année précédente ! Non, camarades il ne le faut pas, il faut que l'année 1925 voie un redoubllement d'efforts de notre part et ce que nous n'avons pu malheureusement arracher antérieurement, nous l'aurons bientôt, c'est-à-dire, notre cahier de revendications, c'est pourquoi nous vous convions tous à venir affirmer votre volonté à l'Assemblée générale qui se tiendra à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, petite Salle des Grèves, le Dimanche 1er Février 1925, 9 heures du matin.

Relevez un peu le dos les Bossus ! Tous à l'ouvrage, les résultats sont au bout, si vous le voullez.

Le Conseil.

Section des Menuisiers. — Allons les Bouts de Bois », allez-vous sortir de votre torpeur, autrement ce serait à désespérer.

Les gros travaux vont commencer ; une besogne de propagande s'impose plus que jamais, il va falloir que les copains mettent la main à la pâte et qu'ils donnent au bureau du S.U.B., les noms et adresses des maisons faisant plus de 8 heures et tous les renseignements utiles concernant la propagande à faire dans les ateliers et chantiers.

Allons un effort !

Le Conseil de la Section.

P. S. — Le camarade Hamel est prié de rapporter le livre des menuisiers à la permanence.

Grèves et Revendications

Fin de la grève de Mazamet

Mazamet, 27 janvier. — Le travail a repris hier. Le préfet du Tarn, arbitre, a rendu sa sentence aux termes de laquelle : 1^{er} il n'y aura aucun renvoi pour faits de grève, 2^{me} les salaires à la journée inférieurs à 16 francs seront majorés de 0 fr. 75 par jour, ceux supérieurs à 16 francs seront majorés de 0 fr. 50 par jour ; 3^{me} les ouvriers aux pièces recevront une prime de 0 fr. 50 par jour, 0 fr. 25 s'ils ne travaillent qu'une demi-journée ; 4^{me} les femmes et les enfants recevront 0 fr. 25 de plus par jour.

Un succès à Renazé

A Renazé (Mayenne), la grève des ouvriers forçeurs des Ardoisières de la Gautevière vient de prendre fin. Les salaires sont augmentés de 5 francs par jour.

Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Georges LACHAUME

Imprimerie spéciale du *Libertaire*

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

Communiqués syndicaux

Syndicat Autonome de l'Ameublement de la Seine. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue Paul-Bert, 3 (11^e).